

Plus de décès que de naissances : aux racines du grand vertige européen



Pour la première fois, le nombre de décès dépasse celui des naissances en Europe selon un rapport d'Eurostat. Un résultat qui amène à s'interroger sur ses causes profondes dans le contexte de menace démographique qui pèse sur nos sociétés occidentalisées.

Avec Yves Roucaute

Avec Eric Deschavanne

Atlantico : Ce vendredi 8 juillet, Eurostat a publié un rapport révélant que pour la première fois, l'Europe affiche un taux d'accroissement négatif, soit un nombre de décès plus important que celui des naissances. S'agit-il là d'une simple étape de la transition démographique de nos pays, ou bien d'une conséquence de l'évolution des mentalités dans nos sociétés toujours plus individualistes ?

Yves Roucaute : C'est d'abord une conséquence des politiques de natalité et de fécondité en Europe. Il n'y a pas, aujourd'hui, de politique qui soit menée sur tout une partie du continent permettant un accroissement naturel de la population. A cet égard, il est largement possible de constater la différence entre de nombreux pays d'Europe et la Russie : la politique qui a été mise en place par Poutine a conduit à ce que la Russie sorte de sa baisse naturelle. Via une politique offensive (le matkpital) composée d'une aide au mère, la Russie a pu repartir sur un accroissement de son taux de natalité. En Europe, c'est d'ailleurs le troisième accroissement naturel démographique, juste derrière l'Irlande et le Kosovo.

A tout cela se greffe évidemment un deuxième élément non négligeable : la hausse du niveau de vie entraîne mécaniquement la baisse du nombre d'enfants par femme. C'est quelque chose que l'on sait : un enfant représente un coût. Or, quand il s'agit de donner à un enfant des études, un niveau de vie conforme au projet que l'on peut avoir pour lui, la tendance à ne pas les multiplier – à l'inverse de ce qui se fait dans certains pays très pauvres – est manifeste. Il s'agit d'un phénomène social assez classique, qui s'ajoute au phénomène politique que nous avons déjà développé.

>>> [A lire aussi : Le début d'une certaine fin pour l'Europe ? Pour la 1ère fois en temps de paix, le solde démographique naturel du continent est négatif](#)

A mon sens, il s'agit d'une tendance assez lourde. En l'absence de ces politiques de natalité et de fertilité, il est évident que la baisse va se poursuivre. La Chine fait d'ailleurs un excellent exemple en la matière : elle connaît un renversement de la courbe quand on attendait une poursuite de sa démographie de manière formelle et incessante. Or les projections d'ici 20 ans illustrent clairement le risque d'une baisse de la natalité en Chine. A cet égard, il me semble qu'il s'agit d'un phénomène massif qui explique que l'Asie voit probablement sa démographie baisser à moyen terme. C'est là quelque chose d'assez universel, qui touche l'ensemble des pays riches : sans appui politique, la démographie chute.

L'individualisme est également à blâmer, oui. Il est de plus en plus responsable. C'est clairement une évolution des mentalités de plus en plus responsable. C'est dû à l'idée qui existait encore dans les populations très classiques, agricoles, qui voulait que plus d'enfants

permettait une meilleure survie de la famille. Or, la baisse de la mortalité des enfants combinée à une hausse du niveau de vie et des nécessités qui vont avec génèrent un phénomène massif, qui n'épargne guère que l'Afrique. Où le sentiment qu'avaient auparavant nos populations agricoles persiste.

Eric Deschavanne : Les deux. Il s'agit d'abord d'une étape prévisible. Le nombre des naissances reste stable, mais à mesure que les générations du baby-boom avancent en âge le nombre de décès augmente, de sorte qu'il en résulte inéluctablement un "accroissement naturel négatif", lequel devrait cependant s'estomper après la disparition de ces générations. L'individualisme est toutefois dans la durée le facteur culturel explicatif de la transition démographique qui conduit dans tous les pays développés à une situation où le renouvellement de la population paraît fragilisé du fait que le taux de fécondité tombe à environ de deux enfants par femme, voire moins. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on entend par individualisme. Principalement, il s'agit de l'accès des femmes au statut d'individu autonome, disposant désormais d'une liberté sociale et d'une maîtrise de leur fécondité dont elles ne jouissaient pas auparavant. Cet individualisme est aussi un humanisme. Le taux de fécondité dépend de l'autonomie de la volonté et de la raison humaines, et non plus seulement de la nature ou de la volonté de Dieu. Les couples choisissent librement le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir ou qu'ils s'estiment en mesure de pouvoir éduquer.

L'individualisme se traduit également par le fait de considérer l'enfant en tant qu'individu, comme une fin en soi et non comme un moyen au service de la prospérité de la famille ou de la nation. Ce qui nous importe, c'est de pouvoir donner à nos enfants non seulement de l'amour mais aussi les moyens de l'indépendance et de la réussite sociale dans un monde complexe où le processus d'éducation et de formation est de plus en plus long, exigeant et coûteux. Il est donc rationnel, dès lors que la mortalité infantile est à peu près éradiquée et que la religion ne dicte plus les conduites humaines, de ne vouloir mettre au monde qu'un nombre restreint d'enfants. Cela se conçoit sans qu'il soit besoin de faire intervenir l'hypothèse d'un "individualisme négatif", défini par l'égoïsme d'individus indifférents à l'avenir de la civilisation et refusant de sacrifier leurs désirs ou leurs ambitions pour s'occuper des enfants.

Nombreux sont les commentateurs à avoir alerté l'opinion (et à continuer de le faire) quant à la menace démographique qui plane sur l'Europe. Avons-nous réellement conscience de cette menace ? Faisons-nous vraiment en sorte d'y faire face ?

Yves Roucaute : Justement, le problème vient du fait que nous n'avons absolument pas conscience de la menace que cela représente. Une population importante correspond à du pouvoir ; à de la puissance. L'une des raisons de la puissance de la Chine aujourd'hui, c'est précisément sa population aussi importante. C'est, pour part, ce qui fait son poids stratégique. La démographie est une question proprement stratégique, quand bien même la corrélation que j'ai évoquée n'est pas nécessairement directe. Néanmoins, à l'heure du numérique, le poids démographique conduit à un poids économique plus fort et donc, à moyen terme, à un poids stratégique plus conséquent. La question qui se pose, donc, c'est de savoir comment les pays européens et parmi eux la France (mais pas seulement) vont pouvoir inverser la courbe naturelle démographique. L'immigration ne peut pas être une solution, qui semble pourtant être la seule réponse politique. Cela explique pourquoi l'Allemagne a ouvert les frontières : toutes les projections indiquent qu'elle ne tiendra pas sa place démographique et qu'elle fait face à une baisse de sa natalité. Pour conserver son rôle, elle doit rester au-dessus des 80 millions d'habitants, ce qui représente un défi réel pour elle aujourd'hui. Toute l'Europe fait face à un vrai problème de choix démographique. Le vieillissement de la population est acté et particulièrement visible en France. Nous avons besoin d'une politique volontariste française et européenne. Il n'est pas possible d'attendre que, naturellement, les gens décident d'avoir 3 ou 4 enfants. Dans nos sociétés, cela revient à se ruiner financièrement sans pouvoir être sûr de leur assurer une vie décente. Pourtant, c'est bien là la perspective qu'il faut donner aux familles : qu'il est possible de faire des enfants, sans se ruiner et sans mettre en péril l'avenir de ceux-ci. Or, la solution ne peut se trouver que dans une réponse politique de type gouvernementale.

Eric Deschavanne : La réflexion politique, sur ce sujet comme sur tant d'autres, est à peu près nulle. Soit on considère paresseusement que l'immigration est destinée en Europe à prendre le relai de la natalité (mais on commence à s'apercevoir que l'intégration des immigrés n'a rien de naturel et requiert un gros effort politique). Soit on défend, tout aussi paresseusement, une politique nataliste à l'ancienne, à base d'allocations familiales, sans vraiment réfléchir aux facteurs susceptibles d'infléchir le taux de natalité dans un sens ou dans un autre - ce qui exigerait de se placer sérieusement du point de vue des acteurs (individus, couples) qui prennent la décision de concevoir un enfant. Cela exigerait, par exemple de réfléchir aux conditions de l'harmonisation entre carrière professionnelle et "carrière féconde" des femmes, ainsi qu'aux conditions de l'harmonisation entre vie familiale et vie professionnelle. Cette absence de réflexion, qui me paraît commune aux intellectuels et aux politiques, résulte sans doute d'une forme d'inconscience, comme si on estimait que le renouvellement de la population nécessaire au maintien de la civilisation européenne ne constituait pas un enjeu politique essentiel. Peut-être faut-il ajouter à cette indifférence à l'avenir une inclination libérale à penser que la natalité ressortit à la liberté des individus et des familles et ne constitue donc pas une affaire politique. Il va de soi qu'une politique nataliste démocratique ne peut être que libérale; il n'empêche, la liberté individuelle s'exerce en situation, et le cadre politique peut sans doute déterminer une variation du taux de natalité, dans une certaine fourchette bien sûr.

Face à ce constat démographique, pourrait-on dire que la société occidentale aurait renoncé à elle-même, à sa survie ? Quelles pourraient être, à terme, les conséquences d'un tel comportement s'il était avéré ?

Yves Roucaute : Les peuples et les sociétés européennes ne renoncent à rien ; c'est l'élite politique qui renonce à aider les familles. Ni les Français, ni les Allemands, ni les Italiens, ni les autres ont moins envie de faire des enfants. Si on se concentre sur les plus fortes chutes des taux de natalité, on constate aisément qu'il s'agit de pays en difficulté économiques majeures, comme le Portugal, la Grèce ou l'Espagne. Aujourd'hui, les familles sont dans des situations de stress que nous avons abordé précédemment et le concept de famille se retrouve désormais attaqué moralement. Le politiquement correct l'attaque sur le plan moral, lui nie sa dimension de lieu de production du vivant. Au lieu de la mettre au centre, on l'accuse. Que tout cela soit clair : que des homosexuels puissent se marier n'est pas mon problème. Ce qui l'est en revanche, c'est la nécessité de réinstaller la famille au cœur de nos soucis ; de la protéger moralement, culturellement et de montrer qu'elle est la clef de la nation. Il n'y a pas de politique en sa faveur. Il faut la valoriser. Aujourd'hui, elle est seule face à deux problèmes considérables que sont ces attaques morales et les considérations financières. Finalement, ces deux problèmes se retrouvent sur le plan politique, mais en l'absence de réponse, on constate clairement la débandade européenne. Il faut cesser la gestion à court terme, cesser de dévaloriser la famille.

La politique de la famille ne peut se concevoir et n'est possible que si l'on répond à une vision à moyen ou long terme. Or, nos politiques publiques sont mises en œuvres par des gens qui n'ont pas ces visions. Ils agissent selon le temps court. Il va de soi qu'un enfant représente une charge pour la société tout entière, mais le limiter à ce seul aspect c'est se comporter en gestionnaire – comme le font nos politiques – et rater toute la dimension stratégique. Voir les implications sur le long terme c'est nécessairement chercher un taux de renouvellement naturel important. Or, en France et en Europe, ce taux est principalement nourri par l'immigration (et leurs enfants). La politique familiale européenne, toute stratégique qu'elle soit, est sous-estimée sur tout le continent. Rares sont les exceptions.

Eric Deschavanne : Je ne crois pas que les sociétés occidentales renoncent à elles-mêmes, mais elles connaissent une crise de l'avenir, liée à la fois à la déstabilisation provoquée par la mondialisation et au raccourcissement de l'horizon temporel de la politique. Le Baby-boom demeure une énigme. Les sociétés occidentales étaient déjà en un sens individualistes, mais la confiance en l'avenir – liée sans doute à l'optimisme de la reconstruction d'après-guerre, à la croissance économique et aux systèmes de protection sociale qui furent alors mis en place - poussait les couples à faire d'avantage d'enfants. Aujourd'hui, l'avenir apparaît à la fois plus incertain et plus exigeant. Accompagner un enfant jusqu'à l'âge adulte est un processus long et coûteux. Pour inciter les couples à vouloir mettre au monde un ou deux enfants supplémentaires dans le contexte de l'individualisme, il faudrait une nouvelle "sécurité sociale", tandis que la croissance économique, la sécurité de l'emploi et les anciens dispositifs de protection sociale sont aujourd'hui mis à mal. Or, comme dit précédemment, le problème n'est pas même posé, car pour nos gouvernements démocratiques, le long terme, c'est la fin d'un quinquennat. La question de savoir si le long terme peut encore être pris en charge par la politique me semble devoir être posée. On pourrait faire valoir comme objection l'omniprésence de certains thèmes écologistes, tel que le réchauffement climatique. J'ai toutefois le sentiment qu'il ne s'agit que de mode idéologique, et non véritablement de priorités inscrites à l'agenda politique.

Depuis quelques années, la société israélienne se caractérise par une hausse de son taux de natalité. Peut-on établir un lien entre cette hausse et le sentiment de menace qui pèse quotidiennement sur cette société ? Dans quelle mesure ce phénomène nous renseigne-t-il sur la question de la démographie européenne actuelle et à venir ?

Yves Roucaute : Je ne suis pas sûr de la relation que vous dressez entre le phénomène de stress, d'insécurité et de la hausse des naissances. Si on se base sur le précédent qu'est le Baby Boom, on constate clairement que durant la guerre, le phénomène d'insécurité sur l'avenir, celui de stress ont engendrés une baisse claire des naissances. En revanche, à la libération, les familles étaient rassurées, envisageaient l'avenir et ont fait plus d'enfants. C'est cela qui a engendré le Baby Boom. Le stress et l'insécurité ne permettent pas un contexte propice aux naissances. Sauf, effectivement, dans le cadre d'une insécurité sociale : quand il est dur à dire si les enfants vont survivre, que la mortalité infantile est élevée, qu'on fait face à la misère, à la pauvreté... là, effectivement, le nombre de naissance augmente. Cette insécurité n'a en revanche rien à voir avec l'insécurité politique, ou même militaire. Ces insécurités-là conduisent à une baisse des naissances.

Pour autant, Israël demeure une question très à part. Le modèle de natalité qu'on y observe y est très propre au pays. Ce qui explique en partie le développement de la natalité sur place est scindé en plusieurs facteurs, parmi lesquels un sentiment patriotique qui pousse à faire des enfants. En outre, les familles sont beaucoup plus aidées qu'en Europe et ne sont pas dévaluées, pas abandonnées. L'élite politique israélienne aide les familles. Persiste également, au-delà du religieux puisque 50% des israéliens se disent laïcs, le sentiment d'appartenir à une même communauté. Cela génère plus d'entraide et un climat plus propice à faire des enfants. Ces éléments constituent des clefs ; sans oublier que les populations juives et musulmanes ont plus d'enfants que les populations chrétiennes.

Eric Deschavanne : Israël représente en effet par son taux de natalité une anomalie parmi les sociétés démocratiques modernes. On peut risquer quelques hypothèses explicatives. Le nationalisme constitue sans doute un facteur de poids. Israël est une jeune nation pour laquelle l'avenir n'est pas une abstraction, pour laquelle peupler, c'est exister. Il existe cependant un autre facteur explicatif, peut-être plus déterminant : le facteur religieux, qui constitue un contrepoids à l'individualisme moderne. Ce facteur est à l'œuvre parmi la population arabe d'Israël (même si la transition démographique y est à l'œuvre); mais ce sont surtout les Juifs ultra-orthodoxes, dont le taux de natalité est "archaïque" (7 ou 8 enfants par femme) qui portent ce dynamisme démographique. Je ne pense pas qu'on puisse tirer de ce contexte particulier des leçons pour l'Europe. L'enjeu du renouvellement des générations en Europe est celui de la survie de la civilisation européenne, humaniste, libérale et "individualiste". Le moyen du salut ne saurait être le retour à l'intégrisme religieux, ni même au nationalisme exacerbé.